

Lettre à mes compatriotes

N ° **62**

parfait.jans@wanadoo.fr

19 Novembre 2009

- Accès au site Internet : <http://www.jans-aoste.org>

- Pour être toujours bien informé, appeler **Google** et demander : « **la vallée d'Aoste dernières nouvelles** ».

La Presse :

« Suite au recours d'une requérante : La cour de Strasbourg a rendu un arrêt quant à la présence de crucifix dans les salles de classes. »

Le crucifix et le gouvernement régional

La position prise par notre Gouvernement régional sur les polémiques nées en Italie à propos de la présence du crucifix dans les classes des écoles, m'a profondément étonné.

Etonnement ; parce que notre autonomie, après le recours au PDL de Berlusconi, lors de l'élection des députés européens, se trouve à nouveau marginalisée, comme s'il était devenu impossible au Gouvernement régional de régler les questions politiques en Vallée d'Aoste autrement qu'en se plaçant sous la tutelle de Rome.

Une belle occasion perdue !

Quoi ? Le gouvernement régional issu d'une Assemblée régionale composée d'une majorité écrasante d'élus autonomistes, n'a pas su trouver les nombreux et sérieux arguments valdôtains qui pouvaient soutenir sans conteste possible la présence du crucifix dans les classes des écoles valdôtaines ? Il a dû se glisser subrepticement dans la procession romaine et réciter des litanies qui n'ont rien de valdôtain. Quelle faiblesse !

L'école valdôtaine est née au XVII^{ème} siècle, dans une nudité quasi-totale et par la volonté des familles valdôtaines qui n'ont pas hésité à se cotiser et à se priver, pour trouver des locaux et pour payer des maîtres d'école (prêtres, vicaires, issus du clergé valdôtain). Ces enseignants choisis par les familles avaient pour mission d'apprendre aux enfants valdôtains à lire et à écrire et à leur faire découvrir le christianisme, c'est-à-dire, la religion catholique, à la quelle notre peuple, en février 1536, à juré fidélité, par un serment historique incontestable.

De surcroît cette mission confiée au maître était dans sa totalité accomplie en langue française –ce qui explique mieux encore l'article 38 de notre statut spécial-

Oui, notre gouvernement régional pouvait très bien faire connaître son opposition à l'arrêt de la Cour de Strasbourg, concernant la présence des crucifix dans nos classes, en soutenant que nos anciens en avaient décidé ainsi. C'était clair et suffisant ! Le crucifix est

entré dans nos classes avec la langue française, en application de ce serment, sans exercer la moindre pression morale sur les enfants valdôtains.

Cela devait suffire et reposait sur une base bien plus sérieuse que les cris et les gesticulations de Rome.

Disons que nos arguments sérieux se sont un peu affadis après que notre Eglise valdôtaine ait été, petit à petit, poussée hors de chez elle par l'Eglise italienne. Quel dommage pour notre culture et pour notre peuple !

Désormais, l'enseignement religieux dans nos écoles est dispensé en italien en dépit du Statut spécial d'autonomie né de la Loi constitutionnelles du 26 février 1948.

Cette grave anomalie et ce manquement à la Loi constitutionnelle de la part de l'Eglise italienne, auraient très bien pu être utilisés par le Gouvernement régional pour renforcer notre position autonomiste, mais encore une fois, le silence a primé sur la nécessité.

En poussant en avant nos traditions et la bonne tenue de nos écoles valdôtaines, en expliquant pourquoi le crucifix est entré naturellement dans nos classes et comment il y a trouvé sa place, nous ne perdons pas pour autant le sens de la démocratie et de la liberté du choix en matière religieuse.

Il est nécessaire, et cela se vérifiera de plus en plus souvent, de laisser la porte ouverte à la libre détermination des jeunes valdôtains en leur donnant le temps de découvrir, puis de choisir les chemins qu'ils emprunteront pour accomplir leur vie de citoyen.

Toute pression, est condamnable. La neutralité de l'école dans le domaine religieux doit reposer sur la confiance en notre jeunesse, sur l'intelligence et sur la curiosité de nos jeunes.

Lorsque le moment sera venu, ils sauront choisir sans besoin de leur tenir la main.

Donnons le temps au temps, tout en évitant de nous mettre dans le sillage du peloton retardataire. Un jour, dans notre Vallée, la question se posera autrement que par le recours de quelques plaignants auprès d'une Cour européenne. À ce moment-là, la trace du serment valdôtain sera sur le point de disparaître et plus personne ne dramatisera sur des questions du genre de celles soulevées par la Cour de Strasbourg.

P.J.

Puisque l'occasion m'en est donnée, je me permets de poser une autre question concernant un crucifix implanté dans notre capitale régionale :

Situé dans Aoste, un monument a été édifié en son temps pour « honorer » l'empereur Auguste : L'arc d'Auguste.

Or, cet hommage a été rendu à celui qui a ordonné et fait exécuter le massacre du peuple salasse en l'an 25 av. J.C. (36 000 tués ou vendus comme esclaves sur le marché d'Eporedia, et 8 000 jeunes enrôlés de force dans diverses légions romaines).

Cet Arc est maintenant un monument historique de la cité, mais on peut se demander à quelle date et à qui est venue cette idée idiote d'accrocher sous la voûte de cet arc, un important crucifix entièrement tourné vers le sol ?

A-t-on voulu associer la religion catholique au génocide d'Auguste et dans ce cas, l'acte devient complicité, ou bien a-t-on voulu appeler la compassion du Christ sur toutes les victimes de ce génocide et de ce fait condamner l'acte d'Auguste ? Si oui, l'intention était bonne, mais alors il faut le dire à notre peuple pour qu'il puisse se réjouir de cette condamnation enfin prononcée, car voici des siècles que le peuple salasse a été massacré sans que jamais l'histoire ne condamne l'odieux criminel de guerre.

En conclusion, qu'il me soit permis d'avoir une pensée reconnaissante pour Monsieur l'archiprêtre Commod de la paroisse de Lillianes, lequel, en 1940, dispensait aux enfants scolarisés, son enseignement religieux, en français, au moment où le fascisme dominait encore..

Parfait JANS